



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 154

Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec

Présentation

**Présenté par
M. Daniel Johnson
Ministre de l'Industrie et du Commerce**

NOV 22 1986

**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la Société de développement industriel du Québec pour établir que l'objet de la Société est de favoriser le développement économique du Québec, notamment en encourageant le développement des entreprises, la croissance des exportations et les activités de recherche et d'innovation. En plus d'administrer des programmes d'aide financière, la Société peut exécuter les mandats que lui confie le gouvernement et conseiller les entreprises qui lui présentent une demande d'aide financière.

Ce projet prévoit que l'aide financière accordée aux entreprises peut prendre la forme d'un prêt, d'une garantie de paiement ou de remboursement d'un engagement financier, d'une exemption partielle du remboursement d'un prêt ou d'une aide déterminée par règlement.

Ce projet modifie de plus certaines dispositions de la loi relatives à l'administration de la Société.

Projet de loi 154

Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01) est modifié par la suppression du paragraphe *e*.

2. La section II de cette loi est remplacée par la suivante:

« SECTION II

« OBJET ET POUVOIRS

« **2.** La Société a pour objet, conformément à la présente loi, de favoriser le développement économique du Québec, notamment en encourageant le développement des entreprises, la croissance des exportations et les activités de recherche et d'innovation.

« **3.** Pour la réalisation de son objet, la Société:

1° accorde une aide financière à une entreprise dans le cadre d'un programme d'aide financière visé à l'article 5;

2° conseille en matière de structure de capital les entreprises qui présentent une demande d'aide financière.

«**4.** La Société doit s'assurer que l'aide accordée contribue à développer des activités économiques rentables qui engendrent des retombées significatives au Québec, notamment en matière de création d'emplois.

«**5.** Le gouvernement peut établir par règlement des programmes d'aide financière à l'entreprise destinés à favoriser le développement économique du Québec dans les secteurs manufacturier, touristique, tertiaire moteur ou tout autre secteur, et en déterminer les conditions, critères et limites d'application.

«**6.** L'aide financière peut prendre la forme :

- 1° d'un prêt;
- 2° d'une garantie de paiement ou de remboursement total ou partiel d'un engagement financier;
- 3° d'une exemption partielle du remboursement d'un prêt fait par la Société;
- 4° d'une aide déterminée par règlement.

«**7.** La Société exécute tout mandat que le gouvernement lui confie pour favoriser la réalisation d'un projet présentant un intérêt économique important pour le Québec en accordant l'aide définie par le gouvernement.

«**8.** La Société doit réclamer d'une entreprise le remboursement de l'aide financière visée à l'un des paragraphes 3° ou 4° de l'article 6 qu'elle a reçue et l'entreprise est tenue de la lui rembourser, si les actions donnant le contrôle ou plus de la moitié des actifs de l'entreprise sont transférés, dans les cinq années suivant l'octroi de l'aide financière, à une entreprise qui n'a pas son siège social au Québec, tel que défini par règlement, ou à une personne qui n'y réside pas.

Avant de se conformer au premier alinéa, la Société doit aviser le ministre de son intention de le faire, lequel peut alors l'en exempter lorsqu'il juge que le transfert est effectué dans l'intérêt économique du Québec. ».

3. L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **11.** Toute demande d'aide financière doit être faite à la Société, dans la forme qu'elle détermine. Cette demande doit en outre être accompagnée des documents et contenir les renseignements exigés par la Société.

L'entreprise requérante doit démontrer à la Société qu'elle présente des perspectives financières adéquates pour respecter ses engagements et que sa direction possède la compétence requise pour la réalisation de ses objectifs. ».

4. L'article 14.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « le requérant » par les mots « l'entreprise requérante ».

5. L'article 16 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« En plus d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi, la Société administre les autres programmes d'aide financière qui lui sont confiés par une autre loi ou par un décret du gouvernement. Dans ce cas, la Société possède, en plus des pouvoirs et devoirs que lui confère cette autre loi ou ce décret, les pouvoirs et devoirs non incompatibles que lui confère la présente loi. ».

6. L'article 22 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **22.** Les membres du conseil d'administration, autres que le directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

7. L'article 33 de cette loi est abrogé.

8. L'article 42 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

9. Les articles 43 et 44 de cette loi sont abrogés.

10. L'article 46 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **46.** Le ministre des Finances verse à la Société les sommes requises pour l'application des paragraphes 3° et 4° de l'article 6, de l'article 7 ou du deuxième alinéa de l'article 16 jusqu'à concurrence des montants qui ont été préalablement autorisés spécifiquement par le gouvernement. ».

11. L'article 47 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) déterminer la forme de l'aide financière visée au paragraphe 4° de l'article 6;»;

2° par la suppression des paragraphes *e, f, g, i, j, k, l* et *m*;

3° par l'addition, après le paragraphe *o*, du suivant:

«*p*) déterminer les cas où des droits ou des honoraires sont exigibles d'une entreprise qui fait une demande d'aide financière et établir les modalités de calcul de ces droits ou honoraires.».

12. L'article 49 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**49.** La Société peut déclarer une entreprise déchue du bénéfice du terme et réclamer le remboursement du prêt qui lui a été consenti ou résilier toute garantie qui lui a été accordée, sans préjudice aux autres recours civils lorsque:

1° l'entreprise a obtenu l'aide financière prévue par la présente loi au moyen de fausses déclarations ou de fraude de la part de la personne qui a agi pour elle pour l'obtention de cette aide;

2° l'entreprise a employé toute partie de cette assistance financière à d'autres fins que celles pour lesquelles elle lui a été consentie.

Ces sanctions ne peuvent toutefois être imposées que si avis a été donné à l'entreprise, sous pli recommandé ou certifié expédié à sa dernière adresse connue de la Société, du défaut qui lui est reproché et si cette entreprise n'a pas remédié à tout défaut autre que des fausses déclarations ou la fraude dans les soixante jours qui suivent la date à laquelle elle a reçu cet avis.».

13. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) sauf celles des articles 2, 10 et 11 qui entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par le gouvernement.